

LE TEMPS

Zone euro 15:50

Bruxelles demande à Chypre d'instaurer un blocage des capitaux

Par Agences

La Banque centrale européenne pose un ultimatum à Chypre L'Union européenne souhaite que les dirigeants de Chypre mettent en place un blocage des capitaux. La Banque centrale européenne pourrait en outre couper les vivres à l'île sans accord d'ici à lundi

L'Union européenne cherche à convaincre les dirigeants chypriotes d'instaurer un blocage des capitaux placés dans les banques de l'île pour éviter leur faillite, a confié jeudi à l'AFP une source européenne proche des discussions.

«Les autorités chypriotes ont trois choses à faire d'ici mardi: présenter un plan B crédible et viable pour remplacer le plan de sauvetage rejeté par le Parlement, instaurer un blocage sur une longue période des capitaux placés dans les banques, et préparer la fusion entre les deux principales banques en difficultés», a expliqué cette source sous couvert de l'anonymat.

Le risque sinon est une sortie de Chypre de la zone euro, a-t-il averti.

Alors que les banques doivent rester fermées jusqu'à mardi, des ordres ont été donnés pour virer des milliards d'euros placés dans les banques de l'île dès la reprise des activités.

Chypre exclut toute taxe dans son «plan B»

En parallèle, Chypre a exclu jeudi une taxe impopulaire sur les dépôts bancaires et envisage désormais la création d'un fonds d'investissement pour lever plusieurs milliards d'euros dans le cadre du plan de sauvetage de l'île, ont indiqué des responsables.

L'annonce samedi matin à Bruxelles d'un plan de sauvetage comprenant une taxe sur les dépôts bancaires avait provoqué un tollé dans l'île mais aussi à l'étranger, notamment en Russie, une grande partie des fonds déposés dans les banques de l'île méditerranéenne étant russes.

«Le sujet de la taxe n'était pas sur la table», a déclaré le président du Parlement Yiannakis Omirou, à l'issue d'une réunion du président Nicos Anastasiades avec les chefs des partis politiques, visant à examiner les moyens de lever 5,8 milliards d'euros dans le cadre du plan de sauvetage de l'île.

La BCE pose un ultimatum

En outre, la Banque centrale européenne (BCE) a posé jeudi un ultimatum dans les négociations pour un plan d'aide à Chypre, menaçant de couper les vivres aux banques de ce pays faute d'accord d'ici lundi.

Réuni jeudi, le conseil des gouverneurs de l'institution monétaire de Francfort a décidé de maintenir la fourniture de liquidités d'urgence aux banques chypriotes jusqu'à lundi, selon un communiqué.

Mais après cette date, ces liquidités d'urgence (ou programme ELA) «ne pourront être envisagées que

si un programme UE/FMI est en place qui assure la solvabilité des banques concernées», a ajouté la BCE.

Or, certaines banques chypriotes sont totalement dépendantes de ce programme, faute de disposer des garanties nécessaires (collatéraux) pour prétendre au refinancement régulier de la BCE. C'est la banque centrale nationale du pays concerné qui attribue ces liquidités, avec l'aval de la BCE.

Solvabilité pas assurée

Mercredi déjà, un membre du directoire de l'institution monétaire de Francfort avait laissé entendre que les banques chypriotes ne pourraient plus prétendre à ces liquidités si Nicosie ne se soumettait pas à un plan d'aide, synonyme de restructuration de son système bancaire.

Seules les banques solvables pourront continuer à prétendre aux liquidités d'urgence, a dit Jörg Asmussen dans un entretien avec l'hebdomadaire allemand Die Zeit. Or «la solvabilité des banques chypriotes n'est pas assurée si un programme d'aide n'est pas bientôt décidé, qui garantit une recapitalisation rapide du secteur bancaire», avait souligné le banquier central.

Pour Marie Diron, économiste du groupe de conseil et d'audit Ernst & Young, la BCE vient de poser un ultimatum aux négociateurs du plan d'aide chypriote.

«Elle veut montrer l'urgence des choses à Chypre, à l'Union européenne mais aussi à Moscou», qui s'est invité dans les négociations avec Nicosie en raison des sommes énormes déposées par ses citoyens dans les banques de l'île méditerranéenne, a-t-elle déclaré à l'AFP.

Fitch s'exprime sur la situation chypriote

Instaurer une taxe sur les dépôts bancaires, dans le cadre d'un plan de sauvetage de Chypre, augmenterait le risque de contagion à la zone euro, a estimé jeudi l'agence de notation Fitch mettant en garde contre ce «précédent».

«Nous ne nous attendons pas à ce que l'instabilité chypriote se propage aux autres systèmes bancaires européens», explique Fitch dans un communiqué. En revanche, toute aide qui inclurait une taxe sur les dépôts bancaires «met de fait à contribution les épargnants et inévitablement augmente le risque de contagion au sein de la zone euro», prévient l'agence.

«Conscient des intérêts de la Russie»

Le président de la Commission européenne José Manuel Barroso a assuré jeudi à Moscou être «conscient des intérêts de la Russie» après de vives critiques du Premier ministre russe Dmitri Medvedev sur le plan de sauvetage proposé à Chypre.

«Je suis conscient des intérêts de la Russie dans cette affaire», a-t-il déclaré lors d'une conférence à Moscou sur le partenariat UE-Russie. «Ce schéma qui est proposé actuellement à Chypre semble aujourd'hui complètement absurde», venait de déclarer à la tribune Dmitri Medvedev, aussi présent à la conférence.

Il avait auparavant estimé que «toutes les erreurs possibles» avaient été commises, et menacé de revoir la part de l'euro dans les réserves russes si le règlement de la crise financière à Chypre proposé par l'Union européenne (UE) lésait les intérêts russes, dans un entretien à des médias européens.